



## **Privatisation de l'OPH de Bobigny : Non à la liquidation du patrimoine des balbyniens !**

La mise à mort de l'office public de l'habitat de Bobigny est sur le point d'être enclenchée ! Nous ne l'acceptons pas !

La direction de l'office entend dissoudre l'établissement avant le 31 décembre 2017 et transférer l'intégralité de l'activité de l'office à une SCIC (Société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modérée).

Qu'est-ce qu'une SCIC ?

**C'est une société commerciale, une Société Anonyme qui trace la route à la privatisation totale du patrimoine de l'OPH de Bobigny. Les fonctionnaires ne pourront y travailler qu'à titre dérogatoire et de façon provisoire.**

Le passage à la métropole du Grand Paris, avec la constitution des Etablissements publics territoriaux (EPT, implique un changement de gouvernance des OPH. Dans l'EPT Est Ensemble, plusieurs possibilités s'offrent aux offices :

=> Fusionner avec l'office départemental, comme c'est le cas de l'office de Romainville (dans ce cas, il y a un transfert complet du personnel et du patrimoine avec le maintien à minima de l'existant pour les agents)

=> Le rattachement des offices dans le cadre de l'EPT avec mise en place d'une gouvernance commune. Dans ce cas, le personnel conserve son statut. La CGT qui s'oppose à toute suppression de postes, fusion/restructuration de services (mises en commun), mobilité forcée pour les agents et remise en cause des conditions de travail constate que l'Office reste dans ce cas dans le domaine d'une gestion publique.

=> La privatisation pure et simple, par la mise en place d'une SCIC. C'est cette solution, la pire, qui a été choisie par la ville de Bobigny.

Pourquoi une telle précipitation ?

Parce que les offices ont jusqu'au 31 décembre 2017 pour changer leur statut. Le maire de Bobigny refuse d'intégrer l'OPH de Bobigny à Est Ensemble pour des motifs bassement politiques qui ne tiennent en réalité aucunement compte des préoccupations de la population. C'est pourquoi la direction de l'office a décidé d'aller très vite et de passer en force. Le conseil d'administration n'a eu le droit qu'à une déclaration orale, rien de concret à quelques mois des échéances légales. Nous voilà ainsi face à un groupe politique élu pour 5 ans, qui entend liquider en quelques mois un patrimoine public de 3500 logements, d'une valeur commerciale de plusieurs centaines de millions d'euros, fruit d'une politique sociale volontariste menée durant des décennies !!

**La CGT se prononce contre toute privatisation des services publics  
et pour le maintien des OPH dans le secteur public.**

Le patrimoine de l'office, est le bien commun de tous les locataires, de tous les balbyniens. Nous ne pouvons accepter de voir nos biens publics devenir l'objet de jeux politiques, qui vont à l'encontre des intérêts de la population. La CGT ne manquera pas d'informer largement les salariés et les balbyniens sur ce coup de force, pour sauver l'OPH de Bobigny !

Bobigny le 13 juillet 2017